

Les Émirats arabes unis et la Tunisie perdent des rencontres de judo pour avoir refusé de faire flotter le drapeau israélien

Description

Tamara Nassar 24 juillet 2018

La Fédération Internationale de Judo a annulé deux de ses rencontres dans les Emirats Arabes Unis et en Tunisie à cause du refus de ces deux pays de normaliser la participation israélienne.

Le Jerusalem Post a qualifié cette décision de « victoire pour Israël »

La fédération ne mentionne pas Israël dans son communiqué, mais dit qu'elle « a demandé aux deux organisateurs de fournir une lettre de garantie signée du gouvernement comme quoi toutes les nations membres de la FIJ (Fédération Internationale de Judo) auraient le droit de participer à leurs rencontres dans des conditions égales.

Les organisateurs ont refusé de jouer l'hymne israélien quand un Israélien a gagné dans sa division au tournoi du Grand Schlem d'Abu Dhabi en 2017. Ils ont fait jouer à la place l'hymne officiel de la fédération.

https://twitter.com/Yair_Rosenberg/status/923594619534958592

Les organisateurs ont également refusé de lever le drapeau israélien lors de cet événement, levant à la place le drapeau de la fédération de judo.

En avril, un tribunal de Tunisie a interdit quatre athlètes israéliens de participation à une rencontre de taekwondo dans le pays après qu'une association locale anti-normalisation ait intenté un procès au président de la fédération de taekwondo du pays, Ahmed Gaaloul.

Dans le procès, la Commission Nationale de Soutien à la Résistance Arabe et d'Opposition à la Normalisation et au Sionisme a démontré que la Tunisie est tenue « de dénoncer et de refuser l'occupation et la colonisation sionistes, ainsi que de boycotter l'entité sioniste et de ne traiter en aucune manière avec elle [à?] » selon *The Times of Israel*.

« Un lobby intensif »

La décision d'exclure les Emirats Arabes Unis et la Tunisie a été prise après que la ministre israélienne de la Culture Miri Regev ait rencontré Marius Vizer, président de la fédération de judo lorsque Israël a accueilli en avril les championnats d'Europe de judo, selon *The Jerusalem Post*.

« Elle a fait depuis lors un énorme lobbying auprès de lui », a déclaré ce journal israélien.

Regev a accueilli la décision de la fédération comme « justifiée et courageuse », tout en déclarant que « les principes sous-jacents des sports sont l'égalité et la fraternité ».

Pourtant, la vision de Regev sur l'égalité et la fraternité ne s'étend pas jusqu'aux Palestiniens et aux populations des Etats africains.

Regev a soutenu le vote par le parlement israélien d'une loi qui enracine dans le droit constitutionnel d'Israël la suprématie juive et la discrimination raciale envers les Palestiniens. « Israël est l'état d'un seul peuple, le peuple juif », a tweeté Regev.

Adalah, association de défense juridique des citoyens palestiniens d'Israël, a déclaré que cette nouvelle loi « s'inscrit dans les limites des interdits absolus selon le droit international » et incarne « les caractéristiques de l'apartheid ».

Regev est connue pour son racisme, qui est allé jusqu'à comparer les réfugiés des Etats africains à un « cancer » et à poster sur Facebook une vidéo qui la montre avec un groupe de fans de football israéliens incitant à la violence contre les Palestiniens.

Normalisation du Golfe en hausse

En dépit du refus des Emirats Arabes Unis de déployer les symboles israéliens lors de ses rencontres de judo, les équipes des Emirats Arabes Unis, ainsi que du Bahreïn, ont ouvertement pris part au Giro d'Italie qui est parti de Jérusalem en mai, malgré les appels des Palestiniens à boycotter la course cycliste.

Cette participation est apparue comme faisant partie de la normalisation continue entre Israël et le bloc des Etats du Golfe soutenus par les Etats Unis sous la houlette de l'Arabie Saoudite.

L'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis ont promu la normalisation avec Israël alors que leurs médias critiquent ceux qui font de même.

Les médias de ces deux pays se sont avidement jetés sur un récent rapport de The Electronic Intifada disant que le Qatar a donné 250.000 \$ à l'Organisation Sioniste d'Amérique et autres organisations pro-israéliennes.

Les Emirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite ont vu cela comme une opportunité pour mettre le Qatar, rival régional, dans l'embarras.

Mais, plus tôt ce mois-ci, Al Arabiya, chaîne de télévision satellite propriété de l'Arabie Saoudite, a diffusé un documentaire en deux parties qui révise l'histoire du nettoyage ethnique de la Palestine avant et après 1948.

Ce documentaire, intitulé *Nakba*, est une version du film en langue française sous le titre *Une terre deux fois promise : Israël-Palestine* intitulé en anglais *Israel : Une terre deux fois promise*.

Dirigé par William Karel et sa femme Blanche Finger, le film a été projeté en mars à Paris au festival du cinéma israélien sponsorisé par le gouvernement israélien.

Karel, documentariste bien connu, a rejoint l'armée d'Israël et a vécu deux ans dans un kibboutz, sorte de colonie communautaire sioniste.

Après diffusion sur Al-Arabiya, le documentaire a reçu une ardente critique pour avoir donné un tour pro-israélien à l'histoire.

Dans son texte de présentation, le réseau saoudien a déclaré que ce documentaire était « sans idéologie ni esprit partisan ».

Mais Karel a été plus honnête à propos de ses objectifs.

« Depuis 1967, nous voyons se développer un sionisme messianique et religieux qui n'a rien à voir avec les premiers colons », a dit Karel aux médias français dans une interview en avril. Ces premiers colons, a-t-il affirmé, « étaient laïques, de gauche, pacifistes et voulaient de vivre fraternellement avec les Arabes ».

« Dans mon documentaire, je voulais surmonter les clivages entre Israéliens et Palestiniens, sortir de la complicité victimaire, pour analyser les erreurs qui, des deux côtés, ont conduit au blocage actuel », a ajouté Karel.

La version du passé par Karel efface donc l'histoire du mouvement sioniste de colonisation de peuplement raciste en Palestine depuis ses débuts atteignant un pic avec le plan de nettoyage ethnique de plus de 750.000 Palestiniens et la destruction systématique de leurs villes et villages en 1948.

Essayer de décrire une invasion coloniale comme étant la faute des colons et des autochtones dont ils envahissent la terre serait considéré comme grotesque dans presque n'importe quelle autre situation.

Dans le cas de la Palestine, cela équivaut à nier la Nakba.

Le compte Twitter de BDS Golfe, association militante régionale qui soutient le boycott d'Israël, a condamné la diffusion du documentaire, déclarant : « La chaîne Al-Arabiya est-elle un outil de propagande pour le Sionisme ? »

<https://twitter.com/BDSGulf/status/1019683371704901634>

(BDS Golfe

Le Forum des Journalistes Palestiniens a également critiqué la chaîne et réclamé le retrait du documentaire dont il a dit qu'il « désinforme la conscience et l'histoire des Arabes en falsifiant la vérité ».

Cependant, la journaliste saoudienne Sukina Meshekhis a écrit un article appelant les pays arabes à faire « quelques compromis réalistes » pour normaliser les relations avec Israël.

Son article a été publié par le compte Twitter de propagande israélienne en langue arabe :

<https://twitter.com/TamaralNassar/status/1019701460085469184>

Un autre journaliste saoudien, Abdulrahman al-Zubayyan, tweete régulièrement pour soutenir les attaques israéliennes contre les Palestiniens et, à un certain moment, a nié l'existence des Palestiniens en tant que peuple.

<https://twitter.com/AliAbunimah/status/1009273999233372161>

<https://twitter.com/DrZuhayyan/status/1010256062673575936>

Ali Abunimah a contribué la recherche et    la traduction.

Traduction : J. Ch. pour l  Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date créée

2018/07/31